



**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et aménagement  
foncier opérationnels**

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
31 DEC. 2019  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DÉMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

**ZAC Port Marianne-République - Cession de terrains à la SA3M  
Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone**

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concerté (ZAC), dont la création a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signé le 7 avril 2015.

Il a été proposé par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'en échelonner pour chacun le paiement.

Par signature d'un premier acte notarié le 20 décembre 2017, la Ville a cédé à la SA3M quatre parcelles. Un deuxième acte, ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal le 12 juin 2019, est en cours de rédaction par le notaire pour une signature avant la fin de l'année 2019.

En plus des quatre actes notariés prévus, la SA3M sollicite la Ville en vue d'acquérir des reliquats de parcelles situées le long des avenues Raymond Dugrand et Nina Simone, telles que précisées ci-dessous :

<b>parcelles à céder</b>	<b>superficie</b>	<b>prix de vente</b>
SB 259b (370 m <sup>2</sup> ) et SB 259a (34 m <sup>2</sup> )	<b>404 m<sup>2</sup></b>	<b>3708 €</b>
SB 15a	<b>16 m<sup>2</sup></b>	<b>768 €</b>
SB 261a	<b>89 m<sup>2</sup></b>	<b>2670 €</b>
SC 228b (47 m <sup>2</sup> ) et SC 228c (16 m <sup>2</sup> )	<b>63 m<sup>2</sup></b>	<b>15183 €</b>
SC 216a (42 m <sup>2</sup> ) et SC 216b (20 m <sup>2</sup> )	<b>62 m<sup>2</sup></b>	<b>553 €</b>
SC 218a	<b>47 m<sup>2</sup></b>	<b>17907 €</b>
SC 220a	<b>10 m<sup>2</sup></b>	<b>385 €</b>
SC 222a	<b>21 m<sup>2</sup></b>	<b>525 €</b>
SE 108a	<b>167 m<sup>2</sup></b>	<b>2505 €</b>
SE 178a	<b>230 m<sup>2</sup></b>	<b>6210 €</b>
SE 15a (1 m <sup>2</sup> ) et SE 15b (112 m <sup>2</sup> )	<b>113 m<sup>2</sup></b>	<b>6738 €</b>
<b>total</b>	<b>1222 m<sup>2</sup></b>	<b>57 152 €</b>

Suivant l'avis des domaines du 13 novembre 2019, les services fiscaux ont évalué ces terrains d'une superficie de 1222 m<sup>2</sup> à 57152 €, soit le prix d'acquisition de ces terrains.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées SB 259b, SB 259a, SB 15a, SB 261a, SC 228b, SC 228c, SC 216a, SC 216b, SC 218a, SC 220a, SC 222a, SE 108a, SE 178a, SE 15a et SE 15b d'une superficie totale de 1222 m<sup>2</sup> au prix de 57152 € HT (cinquante-sept mille cent cinquante-deux euros),
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur,
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
31 DEC. 2019  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.